

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TRIMS/2**

31 mars 1995

(95-0772)

## **Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce**

### NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE, DEVANT ETRE PRESENTEES PAR LES ETATS ET TERRITOIRES DOUANIERS DISTINCTS ADMIS A DEVENIR MEMBRES ORIGINELS DE L'OMC QUI ACCEPTENT L'ACCORD SUR L'OMC APRES SON ENTREE EN VIGUEUR

#### Recommandation du Comité des mesures concernant les investissements

1. Comme le Conseil du commerce des marchandises le lui a demandé à sa réunion du 20 février 1995, le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce a examiné la question des arrangements pour les notifications au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, devant être présentées par les Etats et territoires douaniers distincts qui sont admis à devenir Membres originels de l'OMC mais qui acceptent l'Accord sur l'OMC après son entrée en vigueur.

2. En étudiant la meilleure façon de traiter cette question, le Comité a reconnu qu'il était souhaitable d'assurer l'application effective de l'article 5:1 et 2 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce pour ce qui était de tous les Membres de l'OMC. A cet égard, le Comité a noté la difficulté pratique découlant du fait que le délai de 90 jours mentionné à l'article 5.1 pourra être venu à expiration au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les Etats et territoires douaniers distincts admis à devenir Membres originels qui acceptent l'Accord sur l'OMC après le 1er janvier 1995. Le Comité a demandé instamment à ces Etats et territoires douaniers distincts, chaque fois que cela était possible, de présenter les notifications requises par l'article 5:1 au moment de leur acceptation de l'Accord sur l'OMC, mais il a reconnu que cela ne serait peut-être pas toujours réalisable. Dans ces conditions, le Comité a estimé qu'il convenait de recommander au Conseil du commerce des marchandises de soumettre la décision ci-après au Conseil général pour adoption:

- "i) Les Etats et territoires douaniers distincts admis à devenir Membres originels de l'OMC qui acceptent l'Accord sur l'OMC après le 1er janvier 1995 disposeront d'un délai de 90 jours après la date de leur acceptation de l'Accord sur l'OMC pour présenter des notifications au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.
- ii) La présente décision vise uniquement le délai de présentation des notifications au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce et ne concerne pas les délais prévus à l'article 5:2 pour l'élimination ni les prescriptions de l'article 5:4, qui continueraient d'être régis par référence à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC lui-même.

./.

- iii) La présente décision n' affecte pas la situation des Etats et territoires douaniers distincts accédant à l' Accord sur l' OMC au titre de l' article XII dudit accord, qui sera régie par leurs Protocoles d' accession."